



Jean Ueberschlag

Président de l'Eurodistrict Trinationale de Bâle



Les collectivités territoriales de l'Eurodistrict Trinationale de Bâle (ETB) ont décidé de lancer le projet d'exposition internationale d'architecture "IBA Basel 2020". Cette initiative est unique, car, jusqu'à aujourd'hui, les expositions IBA ont uniquement été organisées en Allemagne. Avec ce projet trinational, les collectivités de l'ETB vont essayer de réinventer ce concept IBA pour le meilleur en utilisant "le génie" de nos trois pays. C'est une gageure, mais nous avons décidé de relever le défi.

L'aventure IBA a commencé en 2005 : cinq années de préparation ont été nécessaires pour aboutir au lancement officiel de ce grand projet. Cette durée de préparation a permis d'atteindre un large consensus au niveau technique et un soutien politique fort en France, en Allemagne et en Suisse. Le budget du projet Interreg qui a été déposé à l'autorité de gestion Interreg à Strasbourg est de 2 090 000 €. Celui-ci comprend un cofinancement européen de 705 000 € et un cofinancement de la Confédération helvétique de 222 750 €.

Ces derniers mois ont permis de faire le choix de la structure juridique et du montage de projet opérationnel. Un directeur a été engagé. Le montage juridique proposé est la création d'une succursale de l'ETB à Bâle. Ici nous voyons les effets positifs de ce projet IBA qui nous a poussés à trouver une solution juridique originale pour que le projet puisse être opérationnel. Je trouve cette solution positive, car elle montre que l'ETB est capable de s'adapter pour porter un grand projet.

Le lancement officiel de l'IBA Basel 2020 a eu lieu les 15 et 16 octobre. Je vous invite particulièrement à visiter jusqu'à la fin de l'année 2010 l'exposition "Utopies & Innovations - Architectures transfrontalières" au Centre d'Art Contemporain Fernet Branca à Saint-Louis, qui représente la participation française au lancement de l'IBA Basel 2020. Dans cette exposition, vous pourrez découvrir des maquettes d'architectures de renommée mondiale qui n'ont jamais été présentées au grand public.

Le projet d'exposition IBA Basel 2020 est important pour notre agglomération trinationale car aujourd'hui je suis convaincu que la coopération transfrontalière doit évoluer pour aboutir à la réalisation de projets d'infrastructure concrets qui permettent un meilleur fonctionnement de l'agglomération trinationale de Bâle.

Nombreuses perspectives pour l'Eurodistrict Trinationale de Bâle !

L'agglomération trinationale de Bâle située à l'intersection de trois pays est un espace très diversifié. Grâce à sa situation géographique très favorable, un tissu économique et un bassin de vie attractifs ont pu se développer. Aujourd'hui, environ 830 000 habitants vivent dans les 226 communes de l'Eurodistrict Trinationale de Bâle. Son territoire de 1 989 km² couvre un large éventail de paysages fortement interdépendants.

Les élus des trois pays ont décidé en 2007 de créer l'Eurodistrict Trinationale de Bâle, véritable plate-forme pour la gouvernance trinationale et pour le développement de projets transfrontaliers visant à accroître l'intégration de cette agglomération trinationale dans les domaines des transports en commun, de l'aménagement du territoire et de tout autre thème permettant de rapprocher les habitants des trois pays autour d'activités et d'initiatives communes.

Depuis cinq années, l'Eurodistrict Trinationale de Bâle prépare et porte le projet d'exposition internationale d'architecture IBA Basel 2020 qui vient d'être lancé officiellement les 15 et 16 octobre 2010. Ce grand projet crée un fil rouge pour la coopération transfrontalière sur une période de dix ans. Cette exposition vise à renforcer le rayonnement international et à rendre visible les initiatives qui servent au renforcement de la coopération transfrontalière. Son moto "Au delà des frontières, ensemble - Gemeinsam über Grenzen wachsen" est tout un programme que les partenaires de l'Eurodistrict invitent à venir découvrir, en 2013 lors de l'année de



présentation intermédiaire et en 2020 lors de l'année de présentation finale.

Après avoir mené les études de faisabilité économique de la prolongation de la ligne de tramway transfrontalière entre la Suisse et l'Allemagne d'une part, et la Suisse et la France d'autre part, l'Eurodistrict Trinationale de Bâle est porteur d'un projet Interreg qui durera trois ans pour "le renforcement des transports en commun et des parking-relais au sein de l'Eurodistrict".

L'année 2011 sera l'occasion de préparer un projet cadre de "microprojets" pour la population. Après avoir mis l'accent sur la réalisation d'une stratégie de développement 2020, sur le lancement de l'exposition IBA et le lancement du projet de transport en commun, les élus des trois pays ont indiqué leur forte volonté de travailler plus concrètement et faciliter la réalisation de projets transfrontaliers concrets menés en collaboration avec les villes et communes et leurs associations sportives et culturelles.

Plus d'infos : www.eurodistrictbasel.eu

Les 20 ans de la coopération territoriale

La conférence de haut niveau sur la Coopération territoriale, organisée par la Wallonie dans le cadre de la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne à Tournai, a rencontré un grand succès, avec au rendez-vous près de 400 acteurs de la coopération.

Cet événement a permis des échanges entre des acteurs qui vivent la coopération au quotidien de diverses façons. Les témoignages étaient fonction de l'expérience acquise : longue pour ceux issus de l'Europe des 15, moins importante pour les nouveaux Etats membres mais apportant un regard neuf lié à des réalités, contextes et besoins autres.

Citons hormis Rudy Demotte, Président de la Wallonie et hôte de cette conférence, la participation du commissaire à la Politique régionale Johannes Hahn, de la présidente de la Commission REGI du Parlement européen, Danüta Hübner, de la présidente du Comité des Régions, Mercedes Bresso, du président de la commission COTER du

Comité des Régions et président de la MOT, Michel Delebarre, mais également de Stefaan De Clerck, vice-président du GECT de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai et du président de l'ARFE, Karl-Heinz Lambertz.

Les Autorités et organismes européens ainsi que les collectivités territoriales ont souligné l'importance de la coopération territoriale et sa pleine contribution à la politique de cohésion territoriale. Ils se sont tous accordés pour défendre le maintien et le renfort de l'objectif 3 pour la prochaine période de programmation, insistant sur le fait que ce volet de la politique de cohésion avait un rôle important à jouer dans la stratégie 2020. Ils se sont donc engagés à défendre l'objectif 3 de tout leur poids lors des prochaines négociations, Rudy Demotte ayant d'ailleurs annoncé qu'il fera l'exercice lors du Conseil informel "Politique de cohésion" regroupant les Ministres responsables des 27 Etats membres, qu'il présidera à Liège en novembre prochain.

Open Days 2010 : atelier sur l'évolution du GECT

Du 5 au 7 octobre, les Open Days, grande rencontre européenne des régions et des villes à Bruxelles, ont donné lieu à un nombre important d'ateliers thématiques.

L'atelier intitulé "Le Groupement européen de coopération territoriale - Vers une modification du cadre légal" fut l'occasion de présenter les résultats de la consultation publique lancée par le Comité des régions (CdR) sur la modification du règlement sur le GECT ainsi que le projet d'avis du CdR sur cette question. Ces discussions interviennent une année avant la transmission du rapport de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil (en août 2011).

Résultats de la consultation publique

Michel Delebarre, président de la Commission COTER du CdR, maire de Dunkerque et président de la MOT, a rappelé que 91 contributions ont été reçues : 15 de GECT existants (sur 16 GECT créés), 13 provenant de structures transfrontalières, 26 de collectivités territoriales et 7 d'associations, dont celles de la MOT et de l'ARFE. La totalité des contributions préconise d'aller vers un processus de création des GECT simplifié et plus transparent. Certaines souhaitent supprimer les incohérences entre les dispositions nationales applicables aux GECT. La question du personnel a été soulevée comme requérant des solutions innovantes et une appréciation souple des législations nationales. Plusieurs contributeurs ont souligné l'intérêt de bénéficier d'une assistance technique aux niveaux national et communautaire. La participation des entités de droit privé a également été abordée ainsi que celle des collectivités des pays tiers (question sensible qui nécessiterait d'ailleurs un réexamen).

Projet d'avis du Comité des régions et débats

Jesús Gamallo Aller, représentant le rapporteur sur le projet d'avis du CdR, a présenté certaines des recommandations faites par le document comme la proposition que la Commission mette à disposition des États des mesures procédurales afin de simplifier leurs démarches lors de la création de GECT, ou encore la mise en place d'un groupe de juristes par le CdR ayant vocation à rendre des avis techniques ou la création d'une plateforme de suivi des GECT chargée d'évaluer la mise en œuvre du règlement.

Mercedes Bresso, présidente du CdR, a émis des préconisations comme le fait de renforcer le partenariat avec l'Union européenne ou de créer un guichet unique au niveau européen pour la création des GECT, sur le modèle des Consortiums pour une infrastructure européenne de recherche (ERIC).

Marie-Thérèse Sanchez-Schmid, députée européenne, a relevé qu'une collaboration avec le CdR s'avérerait pertinente en vue de la rédaction du rapport sur l'avenir de la coopération territoriale, pour lequel elle est rapporteur. Elle a également souligné que la stratégie européenne '2020' ne pourrait fonctionner en l'absence de déclinaison territoriale.

Plus d'infos : www.opendays.europa.eu - <http://portal.cor.europa.eu/egtc>

A NOTER : un autre atelier consacré au GECT s'est tenu le 5 octobre sur le thème "Utiliser le GECT pour la coopération interrégionale : à l'intérieur et à l'extérieur de l'Objectif de Coopération territoriale européenne (et de la Politique de cohésion)". Le directeur général de la MOT, Dr. Hans-Günther Clev, y est intervenu afin de présenter l'expertise de la MOT sur la question suivante : "Le GECT, outil de gestion de programme, est-il réellement adapté aux réseaux ?". Toutes les interventions sont téléchargeables sur le site des Open Days : www.opendays.europa.eu.

Revue de presse

■ **Les régions frontalières en quête d'un statut à part**, Le Figaro, 24-09-2010 - "Les entreprises préfèrent investir au Luxembourg et en Suisse plutôt qu'en Lorraine et dans d'autres régions françaises, considérées comme moins compétitives."

■ **L'Angleterre, un nouvel eldorado ?**, Nord Eclair, 04-10-2010 - "Les entreprises du sud de l'Angleterre peinent à recruter dans le royaume. Du coup, les patrons se tournent vers la France, notamment vers le Calaisis, pour tenter de convaincre des demandeurs d'emploi de traverser la Manche."

■ **Un forfait transfrontalier pour la téléphonie**, E-Alsace, 23-09-2010 - "Le 23 septembre 2010 à Kehl, Michel Mercier, Ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire, et Pierre-Etienne Bisch, Préfet de la région Alsace et Préfet du Bas-Rhin, ont ainsi rendu visite à l'association franco-allemande, Euro-Info-Consommateurs (EIC), qui a entamé, avec Fabienne Keller, Sénatrice du Bas-Rhin, des démarches pour impulser la réalisation d'un "forfait transfrontalier"..."

■ **La Suisse s'apprête à récupérer l'impôt sur le deuxième pilier des frontaliers**, La Tribune de Genève, 22-09-2010 - "La France n'imposant pas ce capital rapatrié sur son territoire, le fisc helvétique veut pallier cette faille. Le fisc suisse a de quoi se frotter les mains. Dans l'histoire, il apparaît en effet comme le grand gagnant. Jeudi dernier, l'Assemblée nationale française a en effet voté la modification de la convention fiscale qui unit la France et la Suisse depuis 1966."

■ **Forum des initiatives transfrontalières : échangeons nos expériences**, Communiqué du Comité des régions, 06-09-2010 - "Le 28 octobre 2010, la Présidence Midi-Pyrénées de la CTP [Communauté de Travail des Pyrénées] organise le Conseil plénier de la CTP à Luchon et souhaite faire de cet événement un moment privilégié de rencontre de l'ensemble des acteurs pyrénéens et parmi eux de tous les bénéficiaires du POCTEFA"..."

En bref

■ Participation citoyenne

• **"Participez ! Construisons notre avenir ensemble"** : c'est sur cette invitation que l'**Eurodistrict Strasbourg-Ortenau** a inauguré le 9 octobre une consultation publique en ligne via un site web bilingue (www.mon-eurodistrict.eu). Celle-ci invite les habitants à exprimer leurs attentes et leurs questionnements, à insérer leurs propositions voire leurs critiques, l'objectif étant de leur permettre de s'accaparer ce projet de gouvernance transfrontalière. La consultation s'étale sur quatre semaines et privilégie un dialogue direct entre les citoyens et les responsables de l'Eurodistrict.

• Autre initiative à noter : le 16 octobre à Strasbourg s'est tenu le 1er forum citoyen trinational de la **Région métropolitaine du Rhin supérieur**.

Plus d'infos : www.espaces-transfrontaliers.eu.

■ Vers un réseau des Euro-Instituts en Europe

Validé par le programme Leonardo da Vinci cet été, le projet "Transfrontier Euro-Institut Network", lance sa première réunion de travail le 20 octobre. Avec l'Euro-Institut comme chef de file, il vise à étudier, pendant deux ans, l'opportunité de créer un réseau des instituts de formation et de recherche travaillant sur la coopération transfrontalière au niveau européen. La MOT est l'un des partenaires "associés" de ce projet.

Plus d'infos : www.euroinstitut.org.

■ Présidence belge

A noter, parmi les événements de la présidence belge (en complément de notre article en page 1), s'est tenue, le 30 septembre et 1^{er} octobre, la 7^{ème} Réunion de haut niveau sur la gouvernance locale" organisée par les entités fédérées de Belgique, en collaboration avec la Commission, le Comité des régions et le Conseil de l'Europe.

Prochains événements

• **Conférence annuelle de l'ARFE**, 21-23 octobre 2010 à Dundalk (Rép. d'Irlande)

• **Séminaire sur la coopération transfrontalière dans le domaine du sport**, 26 octobre 2010 à Wimille (Pas-de-Calais), organisé par la MOT, en lien avec le Conseil général du Pas-de-Calais

• **Séminaire "Gouvernance, Territoire, Innovation"**, 28-29 oct. 2010 à Ajaccio, organisé par la Collectivité territoriale de Corse

• **Colloque national "Coopération transfrontalière sur les thèmes de l'emploi et de la formation professionnelle"**, 16-17 novembre 2010 à Saint-Louis (Haut-Rhin, France)

Plus d'infos : www.espaces-transfrontaliers.eu